

EUROCHAM ACTU

• **La Commission Fiscalité** s'est réunie le **lundi 18 juin 2012**, au siège de la Chambre. Deux points essentiels étaient à l'ordre du jour à savoir d'une part la préparation de l'atelier sur la politique fiscale, et d'autre part l'imposition fiscale des ivoiriens naturalisés.

• La réunion mensuelle du **Comité Exécutif** s'est tenue le **mardi 19 Juin 2012**.

• **La Commission Développement Durable** s'est réunie le **mardi 19 Juin 2012** au Siège de la Chambre sur l'ordre du jour suivant:

1. Demande de partenariat par le Centre International de Développement et de Recherche (CIDR) : Présentation du Centre et du projet de « Promotion d'entreprises de services pour les riziculteurs ivoiriens », par Monsieur Eric LEVOY - Chargé de Programme au Département Entreprises Agricoles, Filières et Marchés.
2. Restitution et analyse de l'Atelier de validation du projet d'arrêté déterminant les revenus des prestations de l'ANDE et de l'arrêté portant création du comité d'examen technique des rapports des Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) et des Audits environnementaux (AE) du 16-05-2012.
3. Présentation du modèle de manifeste et du manuel de bonnes pratiques DD de la Chambre.
4. Recueil de propositions de projet commun à soumettre à financement.

• La réunion mixte **des Commissions Transport & Logistique et Intégration Régionale** a eu lieu le **jeudi 21 juin 2012** au siège de la Chambre. Les échanges ont tournés autour de plusieurs points.

En premier lieu, les discussions ont porté sur une éventuelle fusion des deux Commissions.

Ensuite, ont été abordées les questions relatives d'une part aux difficultés d'application de la circulaire 1530 relative aux marchandises en transit, exportées ou réexportés sous douane et d'autre part au projet de circulaire en douane relatif à la vérification par scanner des conteneurs à l'exportation.

Enfin, un compte-rendu du séminaire organisé, les 07 et 08 juin 2012, par le Centre de Commerce International dans le cadre du Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Régionale (PACIR), sur le thème: « APE, ouverture des marchés et règles d'origine » a été fait par les représentants de la Commission Intégration Régionale qui y ont pris part.

• Une restitution portant sur la mise en œuvre d'un programme national de restructuration et de mise à niveau, dans le cadre du **Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Régionale (PACIR)**, a été organisée le **jeudi 28 juin 2012** à Novotel.

Ce programme a pour objectif de soutenir la dynamique de restructuration et de compétitivité de l'industrie ivoirienne. Aussi, vise-t-il la facilitation de l'accès au marché international des produits manufacturiers ivoiriens dans le contexte du processus de libération et d'ouverture de l'économie.

L'étude a été réalisée par le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) et comporte quatre composantes à savoir : la mise à niveau des entreprises, leur restructuration financière, l'amélioration des infrastructures de la qualité et la création d'au moins trois Centres Techniques Industriels.

EUROCHAM était représentée à cette restitution par Oddveig AARHUS, Directrice, Eva KPANTCHE et Eugène KANGA, Permanents de la Chambre.

• **La Chambre de Commerce et d'Industrie Japonaise en Afrique du Sud** en collaboration avec l'**Organisation Japonaise du Commerce Extérieur (JETRO)**, a organisé une mission d'affaires le **mardi 03 juillet 2012** à l'Hôtel Tiama. Depuis le retour à la stabilité politique et face à l'engagement public accéléré pour la reconstruction économique, les entreprises japonaises affichent de plus en plus leur intérêt à investir en Côte d'Ivoire. C'est dans cette optique que cette rencontre a eu lieu en vue d'inciter le retour et de faciliter le développement des activités des entreprises japonaises en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.

La Chambre de Commerce Européenne était conviée à cette importante rencontre au cours de laquelle son Président, Maximilien LEMAIRE, a fait une présentation de l'EuroCham CI.

DANS CE NUMÉRO

INITIATIVE PPTTE : La Côte d'Ivoire bénéficie d'un allègement de sa dette.....2

INTEGRATION REGIONALE: La CE-DEAO recommande le renforcement des instruments de gestion des échanges.....3

ECONOMIE MONDIALE : L'OCDE recommande de taxer les plus riches pour dynamiser la croissance.....4

COMMUNIQUE

La Chambre de Commerce européenne (EUROCHAM) est heureuse d'accueillir en son sein un nouveau membre et souhaite la bienvenue au **Groupe BUROTIC/SIMO** dirigé par **Monsieur Robert DELPEUCH**.

AGENDA EUROCHAM

NETWORKING COCKTAIL

Le Networking cocktail mensuel aura lieu le Jeudi 05 juillet 2012, sur invitation de Monsieur Wayne CAMARD, Représentant-résident du FMI en Côte d'Ivoire, à sa Résidence sise à Cocody.

COMMISSIONS

ÉDUCATION/FORMATION:

Lundi 09 juillet —17h30

DÉVELOPPEMENT DURABLE :

Mardi 17 juillet —18 h

FONCIER IVOIRIEN : La création de nouvelles zones industrielles souhaitée

Source : AIP

Au terme du séminaire gouvernemental sur foncier rural et urbain, tenu à Yamoussoukro, le gouvernement ivoirien a recommandé la création de nouvelles zones industrielles aménagées et cogérées avec le Secteur Privé, dans le cadre de projets de partenariats public privé (PPP), pour faire face au déficit de terrains sur les sites dédiés à l'activité industrielle déjà existant qui pousse certains opérateurs industriels à implanter leurs unités de production dans des quartiers d'habitation.

Par ailleurs, selon le communiqué final, il s'avère nécessaire d'instituer "un nouveau barème de tarification des redevances (payées par les entreprises industrielles), pour servir d'apport de l'État à la réhabilitation et la création de zones industrielles en PPP".

RELANCE ECONOMIQUE: DIBY obtient le financement du pont Henri Konan Bédié

Source : Boigny Express du vendredi 29 juin 2012

Interrompu il y a plus d'une dizaine d'années à cause des crises à répétition, les travaux concernant la réalisation du projet du pont Henri Konan Bédié démarreront sur l'axe Riviera-Marcory dans les prochains jours. C'est ce qui ressort de la signature des conventions entre l'Etat de Côte d'Ivoire et les partenaires au développement le jeudi 28 juin 2012 à Paris.

Représentant le gouvernement ivoirien, le ministre de l'Economie et des finances, Charles Koffi DIBY, s'est dit satisfait de la signature de ces conventions de bouclage de financement du projet.

Selon lui, cette infrastructure, longue de 1,6 Km, sera un pont à péage assorti d'un échangeur à trois niveaux qui sera construit sur 27 mois et sera ouvert à la circulation au dernier trimestre de l'année 2014.

Par ailleurs, «elle permettra d'améliorer la fluidité de la circulation routière à Abidjan au profit des usagers et générera 800 emplois sur deux années et 200 emplois permanents », a-t-il ajouté.

Côte d'Ivoire**INITIATIVE PPTE : La Côte d'Ivoire bénéficie d'un allègement de sa dette**

Source : AIP

Le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Association Internationale de Développement (IDA) de la Banque mondiale ont approuvé un allègement de 3,1 milliards de dollars EU (environ 1.550 milliards de FCFA) de la dette de la Côte d'Ivoire, au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), soit un taux de réduction de 24% du total de la dette extérieure, de 1,3 milliard de dollars EU (environ 750 milliards de FCFA) au titre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM).

Selon les institutions de Breton Woods, La Côte d'Ivoire a satisfait des conditions "déclencheurs", telle que la mise en œuvre satisfaisante du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP), le maintien d'une politique macroéconomique saine, la publication régulière de données sur les finances publiques et la réforme de la gouvernance dans la filière cacao.

Pour le chef de mission du FMI, Doris ROSS, le fait d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE représente une étape importante pour la Côte d'Ivoire et sa population.

En effet, l'augmentation du service de la dette, exigible à moyen terme, contribuera à mobiliser

une aide supplémentaire de la part de donateurs et d'investisseurs potentiels, a-t-elle souligné.

Pour sa part, le directeur des opérations de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire, Madani TALL, a ajouté que l'allègement intégral de la dette à la Côte d'Ivoire permettra au pays de consacrer davantage de ressources à la réduction de la pauvreté et au développement.

Toutefois, ont prévenu ces deux institutions internationales, le pays reste vulnérable à d'éventuels chocs économiques ; il est, par conséquent, nécessaire de continuer d'appliquer une solide gestion économique et d'opérer des réformes structurelles.

**GOVERNANCE ROUTIERE / 13ème Assemblée Générale des CCN TRIE/CEDEAO : Dagobert BANZIO invite les acteurs à lutter contre la fraude dans le transit routier**

Source : l'intelligent d'Abidjan du 29 juin 2012

La 13ème Assemblée générale des Cautions nationales du transit routier inter-Etats au sein de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CNN-TRIE/CEDEAO) s'est ouverte le jeudi 28 juin 2012, au siège de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte-d'Ivoire (CCI-CI) sis à Abidjan-Plateau. A l'ouverture de ces assises annuelles, Dagobert BANZIO, ministre du Commerce, a traduit l'intérêt que le gouvernement accorde au TRIE et à la nécessité de la facilitation des échanges commerciaux; indiquant que tous les Etats membres de la CEDEAO mènent le même combat contre la cherté de la vie causée par les faux frais dus aux rackets.

Pour le ministre BANZIO, « le tracking des véhicules est une question qui doit être rapidement réglée. Tous les acteurs publics ou privés de tous les Etats membres de la CEDEAO doivent s'investir pour qu'on puisse lutter efficacement contre la fraude».

Armand AKOBE, vice-président de la CCI-CI, a insisté sur la reprise effective du TRIE en Côte d'Ivoire avec la Chambre de Commerce comme caution nationale depuis fin avril 2012. Relevant les difficultés dans les échanges commerciaux, le représentant de Jean-Louis BILLON a recommandé l'implication de tous les acteurs dans la résolution des problèmes liés à la fluidité routière. «C'est ensemble que nous allons faire du TRIE unique un instrument de facilitation des échanges», a-t-il noté ; un élément qui est, selon lui, indispensable à la promotion de l'intégration sous-régionale.

Pour sa part, Emmanuel YODA, président du CNN-TRIE/CEDEAO a fait savoir que la 13ème Assemblée Générale devrait permettre de faire le bilan moral et financier du plan d'actions de l'exercice écoulé et réfléchir sur de nouvelles perspectives qui permettront de répondre aux impératifs mis en évidence.

ECONOMIE SOUS-REGIONALE: L'UEMOA à la recherche de mécanismes pour un meilleur financement des PME

Source : AIP

Des experts de la Commission l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) se sont réunis en atelier, le mardi 26 juin 2012, en vue de rechercher des voies et moyens pour rendre disponible et adaptée l'offre de services financiers et non financiers, pour un meilleur financement des petites et moyennes entreprises ou industries (PME/PMI).

Cet atelier sous-régional qui a duré trois jours, a porté sur la validation du rapport de l'étude sur les structures d'appui aux PME et les intermédiaires financiers de l'UEMOA.

Il s'est agi, pour les experts, de faire un diagnostic des dispositifs d'accompagnement financier existants, d'en dégager les forces et faiblesses et de proposer des actions visant à leur renforcement.

L'Union envisage également la mise en place de mécanismes de garantie, de crédit-bail, de capital-risque, ainsi que l'allègement des conditions d'intervention et l'incitation du secteur financier à adapter l'offre de services financiers aux besoins et contraintes des PME/PMI de l'espace ouest-africain.

Procédant à l'ouverture des travaux, le représentant du ministre de l'Artisanat et de la Promotion des PME, EKISSI Narcisse, a souligné l'importance capitale de cet atelier devant proposer des pistes de solutions à "l'épineux problème de financement des PME/PMI". Pour lui, beaucoup d'efforts restent à accomplir pour que les PME de l'UEMOA puissent jouer leur rôle de levier dans la croissance économique, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.

Notons que les PME représentent environ 80 à 90% des entreprises de l'espace UEMOA et contribuent à moins de 20% au PIB des pays membres contre 60% dans les pays développés.

INTEGRATION REGIONALE: La CEDEAO recommande le renforcement des instruments de gestion des échanges

Source : AIP

Les ministres plénipotentiaires en charge de la sécurité des Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ont achevé, le lundi 25 juin dernier, à Abidjan, un conclave destiné à renforcer le processus d'intégration régionale, notamment par des propositions permettant de lever les obstacles à la libre circulation des personnes et des biens, tant à l'intérieur des frontières nationales, au niveau trans-frontalier, que dans l'espace régional.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le Commissaire chargé du Commerce, des douanes, Industries, Mines, Libre circulation et Tourisme à la CEDEAO, Ahmed HAMID, a fait remarquer que "la liberté de se déplacer dans l'espace régional reste coûteuse, en temps et en ressources", et que des mesures sont en cours pour surmonter ces écueils, notamment au niveau de la délivrance de la carte d'identité biométrique (renfermant des micro-puces) et devant être intégrée au passeport national des Etats membres.

Au terme de cette rencontre, les ministres plénipotentiaires en charge de la sécurité ont appelé au renforcement des capacités opérationnelles (instruments et capacités techniques et ressources financières adéquats), en vue d'assurer le contrôle efficient de l'immigration aux aéroports, aux frontières maritimes, fluvio-lagunaires et terrestres.

LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES: Les pays de l'Afrique de l'Ouest appelés à supprimer les barrières non tarifaires

Source : xinhua.net

Les représentants des pays ouest-africains ont discuté, à Cotonou, de questions touchant à la circulation des marchandises et des véhicules lors de la 7^{ème} édition annuelle du comité de pilotage de l'Observatoire des pratiques anormales, une initiative de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

A cet effet, le représentant du ministre béninois des Transports, Michel ABIMBOLA a déploré qu' "en dehors de certains pays de l'Afrique de l'Ouest, notamment le Togo où les points de contrôle de la police et de la gendarmerie ont été entièrement supprimés sur la route nationale, la Côte d'Ivoire, où le nombre de postes de contrôle sur la route nationale reliant Abidjan à Bamako et Ouagadougou est passé de plus de 100 à environ 14 et une réduction de 50% de la corruption sur les routes du Ghana et du Sénégal, les barrières non tarifaires demeurent toujours une entrave à la libre circulation des marchandises et des véhicules dans l'espace communautaire".

Aussi, a-t-il invité les autres pays de l'espace à supprimer dans un bref délai leurs barrières non tarifaires pour faciliter la libre circulation des marchandises et des véhicules dans l'espace communautaire.

En Bref

Un don de 656 millions de la France pour le financement du projet AGURES

Source: AIP

Le gouvernement français a accordé un appui financier d'un montant d'un million d'euro, soit 656 millions de Fcfa pour le projet d'Appui à la gouvernance universitaire et à la réforme de l'enseignement supérieur (AGURES).

Ce projet, d'une durée de trois ans, vise la restructuration du système de solidarité des universités en vue d'améliorer la gouvernance, l'appui à la consolidation du système LMD (licence-master-doctorat) dans les établissements publics et privés d'enseignement supérieur et la professionnalisation de l'offre de formation universitaire, a fait savoir le ministre de l'économie et des finances, Charles Diby, lors de la signature, le vendredi 22 juin 2012, de l'accord de don.

Bilan de la table ronde des bailleurs de fonds de l'UEMOA

Source : rfi.fr

La table ronde des bailleurs de fonds de l'UEMOA s'est terminée le mardi 03 juillet dernier sur un bilan en demi-teinte à Abidjan.

Pour son deuxième Programme Economique Régional les huit pays de l'Union avaient estimé à 4 400 milliards de Fcfa les besoins en financement pour une centaine de projets électriques ou routiers. Finalement, les bailleurs comme l'UE, la BAD, la Banque Mondiale ou la BOAD se sont engagés sur la moitié de cette somme.

Financement de projets agropastoraux en faveur des jeunes ivoiriens par l'Italie

Source : AIP

Le ministre ivoirien de la promotion de la jeunesse et du service civique, Alain LOBOGNON et l'ambassadeur d'Italie en Côte d'Ivoire, SEM. Giancarlo IZZO ont conclu le lundi 02 juillet dernier, à Abidjan, un partenariat, en vue du financement de projets agropastoraux, pour la création d'emploi en faveur des jeunes ivoiriens.

L'Insee prévoit un gros ralentissement de l'économie française

Source : liberation.fr

L'économie française devrait ralentir fortement en 2012, avec une croissance limitée à 0,4% après 1,7% l'année précédente, soit un peu moins que les 0,5% escomptés par le gouvernement, selon les nouvelles prévisions de l'Insee publiées le mardi 26 juin dernier.

L'Institut national de la statistique et des études économiques s'attend à ce que le produit intérieur brut (PIB) de la France, qui a stagné au premier trimestre, reste encore au même niveau au deuxième trimestre, alors qu'il prévoyait jusque-là une progression de 0,2%.

Feu vert provisoire de Bruxelles à l'aide de Madrid à Bankia

Source : reuters.fr

La Commission européenne a donné provisoirement, le mercredi 27 juin 2012, son feu vert à l'aide publique espagnole à Bankia et demandé à Madrid de présenter un plan de restructuration pour la banque d'ici six mois.

La Commission a indiqué que l'aide de l'Etat espagnol prévoyait la conversion d'actions préférentielles détenues par l'Etat pour un montant de 4.465 milliards d'euros et une garantie de liquidité de 19 milliards d'euros au bénéfice de Bankia et de sa maison mère BFA.

Toutefois, la décision annoncée ne concerne pas la demande de fonds supplémentaires, toujours examinée par les autorités espagnoles, a précisé la Commission européenne.

La Cour des comptes critique la politique d'aide au développement de la France

Source : rfi.fr

Le constat est sévère. Malgré les sommes investies par l'Etat français, 9,3 milliards d'euros, l'aide au développement affiche des objectifs peu réalistes, trop nombreux et peu hiérarchisés, estime la Cour des comptes.

« Ce qui ne va pas, c'est la structure », selon la Cour des comptes. En effet, l'aide est répartie entre deux ministères, les Affaires étrangères et le ministère de l'Economie avec un opérateur unique l'AFD mais sans réelle coordination ministérielle, relèvent les experts.

Aussi, pour réorganiser le système, ces derniers préconisent aux autorités de faire un choix clair entre l'aide bilatérale et celle qui transite par les organismes multilatéraux comme la Banque mondiale.

François Hollande demande l'union budgétaire et bancaire avant l'union politique

Source : lemonde.fr



François Hollande plaide pour la mise en place d'une union budgétaire et une union bancaire européennes avant d'envisager l'union politique que préconise l'Allemagne.

"La zone euro ne peut pas rester dans l'état où elle est, c'est-à-dire sans union budgétaire mais surtout sans union bancaire. On voit bien la vulnérabilité que peut représenter pour une zone monétaire de ne pas avoir de supervision (...) de garantie des dépôts (...) de (mécanismes de) résolution de crise ", a déclaré M. Hollande devant la presse.

"Nous sommes également conscients que cette zone euro doit avoir une politique économique commune, pas simplement une politique de marché mais une politique de croissance, une politique de compétitivité, une politique industrielle, une politique énergétique. Cela fait partie de ce que nous devons faire pour les mois ou les années qui viennent", a ajouté M. Hollande à l'issue de la première journée du sommet européen.

"L'union politique, c'est finalement le stade qui nous permet de donner une légitimité à ces transferts de souveraineté. Ce que je dis, c'est qu'il ne peut pas y avoir d'intégration, c'est-à-dire de transferts de souveraineté, s'il n'y a pas de solidarité", a insisté le chef de l'Etat français.

A l'inverse de la France, favorable à une intégration politique "pas à pas" parallèle au renforcement des mécanismes de solidarité entre pays de la zone euro, l'Allemagne a fait de l'approfondissement de l'union politique européenne une condition à tout nouvel effort de solidarité.

L'OCDE recommande de taxer les plus riches pour dynamiser la croissance

Source : lemonde.fr

Le document tombe à pic pour le gouvernement OBAMA. Un rapport de l'OCDE, publié le mardi 26 juin 2012, tend en effet à conforter les positions du gouvernement américain qui plaide pour une révision de la fiscalité passant par une plus forte taxation des hauts revenus.

L'Organisation de coopération et de développement économique, basée à Paris, estime que ce levier pourrait permettre de dynamiser la croissance américaine, encore bien faible.

Plus précisément, l'OCDE préconise d'éliminer certaines niches fiscales dédiées aux plus aisés sur les intérêts de prêts immobiliers et sur les polices d'assurance santé. Elle suggère également de réduire les crédits d'impôts dont bénéficient les entreprises quand elles empruntent pour investir.

L'OCDE salue l'initiative démocrate d'inclure dans le projet de budget pour 2013 des propositions pour la formation professionnelle, ainsi que les efforts faits par le gouvernement pour combattre les foreclosures (expulsions massives de propriétaires insolvables).

Du point de vue de l'innovation, le rapport encourage Washington à faire plus pour que les Etats-Unis restent leader en matière d'éducation et d'innovation. L'OCDE "recommande d'augmenter le nombre de diplômés en STEM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) en permettant l'accès des étudiants à un enseignement supérieur de qualité." "Les coupes dans le budget fédéral pour la recherche et le développement devraient être aussi limitées que possible", souligne le document.

Sur le front de l'emploi, l'OCDE préconise de mettre l'accent sur des programmes de recherche "active" d'emploi, qui facilite la recherche de postes et aiguille les chômeurs vers des formations professionnelles.

Enfin, concernant la lutte contre la pauvreté, le rapport pointe une hausse des revenus de plus en plus disproportionnée depuis 20 ans, notamment au plus haut de l'échelle sociale. Des écarts de revenus étroitement associés à la "faible mobilité sociale d'une génération à une autre". En clair : dans l'Amérique de 2012, un enfant n'a plus aucune garantie de faire mieux que ses parents. Pour l'OCDE, l'incohérence et la faiblesse des politiques sociales en faveur des plus modestes est en cause.

Agenda International

THE AFRICA CEO FORUM

GENÈVE – 20 & 21 NOVEMBRE 2012



JEUNE AFRIQUE

rainbow

THE AFRICA REPORT

LE FORUM DES DIRIGEANTS DES GRANDES ENTREPRISES AFRICAINES

Une plateforme exceptionnelle de rencontre.

Un outil stratégique pour développer votre activité en Afrique et à l'international.

Chambre de Commerce Européenne en Côte d'Ivoire

Plateau, Rue du Commerce, Résidence du Front Lagunaire
8e étage

Téléphone : 20 32 81 00

Télécopie : 20 32 80 39

Messagerie : newsletter@eurochamci.com